

Après Trump, la dérive délétère du Parti républicain

Gilles Paris (Washington, correspondant)

ANALYSE

Il a été beaucoup question des cent jours de Joe Biden, conformément à un état des lieux symbolique inventé par Franklin Delano Roosevelt (président des Etats-Unis de 1933 à 1945), moins de ceux du Parti républicain depuis son départ du pouvoir. A tort. En l'espace de trois mois, le Grand Old Party s'est abandonné à une dérive délétère.

Officiellement, les républicains se sont résignés à la victoire du démocrate, constatée dans les urnes et confirmée dans les Etats décisifs tels que la Géorgie et l'Arizona par les autorités républicaines locales. Chaque fois qu'elle a été sollicitée, la justice n'a rien trouvé à y redire. Y compris les juges nommés par Donald Trump. Y compris la Cour suprême, la plus haute instance judiciaire du pays, en dépit d'une majorité conservatrice renforcée.

Dans les faits, le double discours est pourtant permanent. Si l'élection présidentielle et les élections générales, qui ont d'ailleurs souvent tourné à l'avantage des républicains et qui n'ont jamais été contestées, ont été loyales, pourquoi donc les Etats conservateurs multiplient-ils les lois restrictives visant, comme toujours, des électeurs qui leur sont le moins favorables ?

Les responsables du Grand Old Party se retranchent derrière l'argument d'une confiance ébranlée des électeurs qu'il faudrait raffermir. Mais ils ont eux-mêmes inoculé le poison du doute dans leur électorat et ils continuent de l'entretenir en refusant, pour la majorité d'entre eux, de reconnaître sans ambages ni réserves une défaite indiscutable.

Les républicains ne se sont pas libérés du bâillon de la couardise qui les avait rendus muets face aux excès du mandat de l'ancien homme d'affaires. Rares sont ceux qui osent s'indigner de l'audit en cours de réalisation dans le comté le plus peuplé de l'Arizona, effectué dans l'opacité par une société sans expertise électorale et dont le responsable avait épousé, pendant l'hiver, la théorie du complot d'une fraude massive.

Suivi attentivement par Donald Trump, cet audit n'a d'autre but que d'étayer ses obsessions, quand bien même il n'aurait aucune valeur légale, au risque de saper les bases de la République américaine en entretenant l'idée d'une présidence illégitime de Biden. Il s'agit d'une réplique, en plus dangereux, de la thèse également véhiculée par l'ancien homme d'affaires qui prétendait que Barack Obama n'était pas né aux Etats-Unis et qu'il ne pouvait donc pas occuper le bureau Oval.

Un exode silencieux mais réel

Cette idée est d'autant plus dévastatrice que Donald Trump est parvenu, en cent jours, à faire de l'adhésion aveugle à une fraude électorale inventée le principal critère qui sépare les « bons » des « mauvais » républicains. Parce qu'elle dénonce depuis le début un « *grand mensonge* », Liz Cheney, élue du Wyoming, est ainsi en passe de perdre son poste de numéro trois de la minorité républicaine à la Chambre. Bien que privé de son compte Twitter, Donald Trump mène lui-même la chasse en multipliant les communiqués injurieux envers ceux qui ne souscrivent pas à sa thèse.

Deux Partis républicains sont désormais aux prises, avec deux lignes politiques différentes, comme l'a montré une étude conduite par un expert du Grand Old Party, Henry Olsen, pour l'American Enterprise Institute, un cercle de réflexion conservateur de Washington.

Liz Cheney, comme le chef de la minorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, militent pour un retour aux sources : un conservatisme à la fois fiscal et social, et une politique étrangère musculeuse qui ne dédaigne pas les interventions militaires. Celui qu'incarne l'ancien président plaide, au contraire, pour une insularité américaine face aux chaos du monde, tout en flattant un national-populisme qui divise les Américains entre « patriotes » et « mondialistes ».

Le premier camp tire les leçons de la défaite présidentielle en se fixant comme objectif la reconquête des zones périurbaines qui se sont détournées du Parti républicain par exaspération face à la présidence bavarde, tumultueuse et incompétente de Donald Trump. Le second considère, au contraire, que la victoire de 2016 a validé une stratégie de conquête centrée sur les cols bleus. Ses partisans ont cependant été plus mobilisés par la désignation de boucs émissaires afin d'apaiser une anxiété sociale liée à l'inexorable transformation des Etats-Unis, notamment démographique, que par l'impact d'une politique dont le principal accomplissement a été une réforme fiscale favorable aux plus riches.

Ce trumpisme-là, avec ou sans l'ancien président, est certainement majoritaire aujourd'hui au sein du Grand Old Party, comme le montre l'analyse d'Henry Olsen. Mais cette prééminence est potentiellement fragile. Le « *grand mensonge* » ne peut qu'alimenter l'exode silencieux mais réel de républicains exaspérés par le « *culte de la personnalité antidémocratique* » qui entoure l'ancien homme d'affaires, comme l'a écrit Liz Cheney dans une tribune vigoureuse publiée, le 5 mai, par le *Washington Post*, sans parler de son effet répulsif sur les indépendants.

L'ivresse de la purge détourne en outre l'attention de l'offensive lancée par Joe Biden pour reconquérir les électeurs de Barack Obama qui s'étaient tournés vers Donald Trump en 2016 et dont certains lui sont restés fidèles quatre ans plus tard. Toujours selon la même étude, cet électorat décisif est bien moins hostile au « *Big Government* » que le socle républicain classique, et son opposition à la dépense publique est de même beaucoup plus tiède s'il peut en être le bénéficiaire.

Le trumpisme a ardemment besoin d'additionner les voix pour triompher dans les urnes le moment venu. Le ressassement d'une fraude électorale imaginaire est, pour l'instant, la garantie du contraire.